

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU

1. Intitulé du projet

Procédure concernée	Type de document	Territoire concerné
Révision du PLU	PLU communal	Commune de SAINT MARIE DE CUINES

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	17 Janvier 2018
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Juin 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur le maire, Philippe GIRARD
Courriel	Philippe.GIRARD@trimet.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Sainte Marie de Cuines
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	La population municipale est de 831 habitants au recensement de 2015 (Insee)
Superficie du territoire	1488 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe1 : la délibération engageant la procédure du 6 août 2011

- 1- Adapter plan local d'urbanisme existant pour :
 - Maîtriser l'étalement urbain et favoriser l'habitat à proximité des services.
 - Considérer les objectifs d'aménagement et de développement urbain au regard d'une bonne gestion des finances communales.
 - Préserver le potentiel agricole et forestier, et favoriser une exploitation rationnelle des ressources naturelles.
 - Soutenir le développement économique au niveau de la commune, en affirmant le rôle des zones artisanales et commerciales.
 - Prévoir l'implantation d'équipements publics nécessaires à l'évolution de la commune.
 - Préserver l'environnement et le cadre de vie.
- 2- Répondre aux évolutions réglementaires par la mise en compatibilité de ce document avec :
 - Le Schéma de Cohérence Territoriale Maurienne en cours d'élaboration
 - Le Grenelle I et II
 - Les dispositions issues de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué (ALUR), ayant pour conséquence la densification en supprimant les notions de coefficient d'occupation des sols (COS) et de surface minimale des terrains constructibles.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe 2 : PADD débattu par le Conseil municipal le 17 janvier 2018

Annexe 3 : Extrait du CR du Conseil Municipal portant le débat du PADD

Sainte Marie de Cuines s'inscrit dans le territoire de la moyenne Maurienne en bordure de l'Arc, au pied du massif de Belledonne, et est entourée des massifs des Arves, de la Lauzière et de la Vanoise. Intégrée au canton de La Chambre, la commune s'articule autour de l'agglomération de Saint Jean de Maurienne. Sainte Marie de Cuines occupe également une position stratégique au regard des infrastructures de transport présentes sur son territoire (échangeur autoroutier, proximité de la gare SNCF), lien fonctionnel entre les agglomérations de Modane, Chambéry et Grenoble, ainsi qu'au regard de la proximité des villes centres dont la plus proche est Saint Jean de Maurienne.

Ainsi la commune, malgré son caractère bien marqué de petite commune rurale présente une situation géographique, au cœur de la Vallée de la Maurienne au débouché de la Vallée des Villards, sur l'axe de transit Lyon-Turin et à 60 km de Chambéry et 40 km de Modane. La commune de Sainte Marie de Cuines, est sujette à une pression foncière croissante grâce à la disponibilité de ses terrains plats et de sa localisation. Aujourd'hui la commune doit faire face à un ensemble d'enjeux notamment urbains, difficiles à appréhender.

L'attractivité de la commune repose aujourd'hui sur une grande qualité intrinsèque du territoire, fortement empreint de ruralité, qui s'exprime au travers :

- des milieux naturels à forte valeur écologique, sensibles et diversifiés (ZNIEFF1 et 2...)
- des espaces naturels exploités ayant façonné les paysages du territoire
- des paysages diversifiés, souvent en relation avec les éléments singuliers du grand paysage et la topographie
- la localisation préférentielle de la commune

Cette attractivité constitue en contrepartie une pression grandissante qui s'exerce sur le territoire de Sainte Marie de Cuines, liée à :

- l'accroissement de la vocation résidentielle, soutenu par l'accroissement démographique,
- une urbanisation consommatrice d'espaces qui tend à s'étaler,
- le poids des déplacements dans la vie quotidienne

Cette croissance et cette attractivité posent la question du maintien de l'identité « rurale » de la commune, de la réponse aux besoins et de l'intégration des nouveaux habitants. Face à ces questionnements, Sainte Marie de Cuines souhaite, à travers l'élaboration de son PLU organiser un développement raisonné et cohérent de son territoire et affirmer son identité communale en offrant aux habitants des services et un cadre de vie préservé. Dans un souci d'économie de l'espace, la réflexion sur le développement du territoire a été menée en favorisant la densification et en limitant les extensions urbaines.

Le développement urbain se fera préférentiellement sur les secteurs déjà viabilisés. Afin de favoriser la cohérence de l'urbanisation future avec la préservation du paysage, les orientations concernant le développement répondent à un enjeu de conciliation entre mode de développement et d'habiter qui répondent aux besoins des habitants (emplois, services, mobilité, habitat...) avec la préservation des richesses naturelles, culturelles et paysagères de Sainte Marie de Cuines. Autrement dit, il s'agit de favoriser un mode de gestion durable de l'espace tout en préservant la qualité du cadre de vie.

Cette volonté se traduit dans le projet politique de Sainte Marie de Cuines par un développement maîtrisé de son urbanisation et de son économie en cohérence avec son contexte territorial.

Dans ce cadre, le PADD apporte une vision prospective et transversale des différentes politiques territoriales. Le projet communal se décline donc en trois axes :

- 1- S'inscrire dans un développement maîtrisé en cohérence avec le caractère villageois de la commune et sa place au sein du bassin de vie de La Chambre.**
- 2- Affirmer le dynamisme et la fonctionnalité du village**
- 3- Valoriser et préserver le cadre de vie et l'identité communale**

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes 4 : Plan du POS

Annexe 5 : Carte risques et réseaux

La révision du POS pour élaborer un PLU a été prescrite par délibération le 3 août 2011, ainsi que les modalités de la concertation. Depuis la caducité des POS, la commune est au Règlement National d'urbanisme.

- La modération de la consommation foncière a conduit à la redéfinition de la trame urbaine. Ainsi, le PLU ne proposera pas d'extensions urbaine à vocation d'habitat. 100% du développement urbain se fera à l'intérieur de la trame urbaine existante. Afin de maîtriser son développement, en cohérence avec son caractère villageois, la commune souhaite prioriser l'urbanisation au plus proche des cœurs de hameaux et des équipements public et permettre uniquement la gestion du bâti existant sur les hameaux isolés.
Il s'agit de renforcer et de restructurer la trame urbaine communale, notamment le long de la RD74. En dehors de ces zones, les constructions seront limitées aux extensions et annexes.
- La protection des réservoirs de biodiversité tels que les ZNIEFF, les zones humides et certains boisements seront pris en compte dans le zonage. Ces espaces seront classés en zones agricoles et/ou naturelles.
- La préservation des corridors écologiques qui font le lien entre les réservoirs de biodiversité. La trame verte et bleue du territoire de Sainte Marie de Cuines s'est appuyée sur le SRCE. Les corridors ont été affinés et étudiés par un écologue de manière à tenir compte du contexte local. Ils seront identifiés au plan de zonage. Le règlement écrit inclus des dispositions relatives à ces patrimoines écologiques.
 - Protéger les terres agricoles au titre de l'activité économique qu'elles représentent et de leur rôle paysager. Plusieurs tènements anciennement urbanisables sont reclassés en zones agricoles.
 - Développer l'urbanisation en cohérence avec les capacités des réseaux. Le développement projeté est inférieur aux capacités des réseaux. Les équipements communaux répondront aux besoins des populations actuelles et futures.
 - Encourager les mobilités douces par la mise en place d'aires de covoiturage, de cheminements piétons...
 - Conserver et développer les activités économiques sur la commune. Encourager la mixité fonctionnelle dans les zones urbanisées pour les activités commerciales de petites tailles et services de proximité. Etendre la zone d'activité de l'échangeur en accueillant les activités liées à l'artisanat et pour une offre de services et de commerces de proximité.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Aucun secteur en dérogation loi montagne n'est envisagé.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	<i>Oui</i>
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	<i>Non</i>
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	<i>Oui DTA DD des Alpes du Nord</i>
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	<i>Oui, SCoT Maurienne en cours d'élaboration.</i>
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	<i>Oui, SDAGE Rhône Méditerranée</i>

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le territoire est actuellement au RNU.

4. Caractéristiques principales et sensibilité de la zone

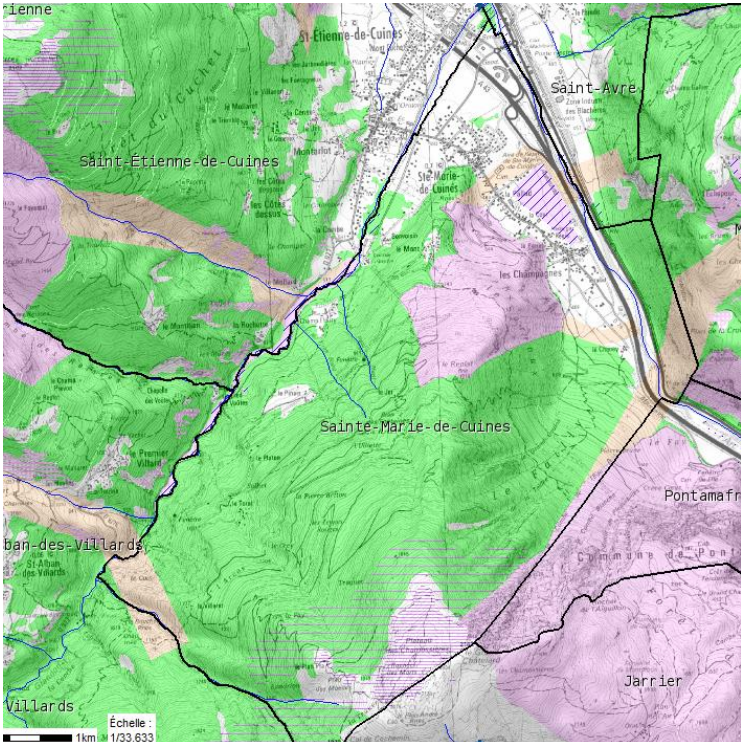
4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine


4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation des pôles d'urbanisation entraînant l'affirmation des cœurs de hameaux comme pôles principaux de développement (le chef-lieu, La Pallud, Les Champagnes) - Gestion de l'existant dans les hameaux, - Tracé de l'enveloppe urbaine et du zonage au plus proches des constructions, - Pas d'extension à vocation d'habitat pour limiter l'impact sur les terres agricoles et naturelles, et encourager la densification des dents creuses au sein de l'enveloppe déjà bâtie, - Réduction de 50% de la surface moyenne nécessaire par construction, - Reclassement en zone A et N des parcelles du POS
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la superficie moyenne nécessaire par construction de 30% par rapport à la consommation foncière des 10 dernières années, - Un coefficient d'emprise au sol imposera une densification minimale (20 logements à l'hectare minimum au chef-lieu), - Pas de constructions de logement possible dans les zones Naturelles et Agricoles, - Certaines zones agricoles seront strictement inconstructibles. - Les zones humides seront strictement inconstructibles <p>Les périmètres d'urbanisation sont délimités en tenant compte des espaces agronomiques, des paysages, des enjeux environnementaux et des déplacements induits. Les espaces à enjeux feront l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (requalification d'espace public au chef-lieu notamment et orientation sur les cheminements doux)</p>
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - En matière de développement démographique, le projet vise à maîtriser la croissance en visant un objectif de 1.3% par an. Ce choix de développement est ambitieux mais plus vertueux car en densification. Aucune extension de l'urbanisation n'est envisagée concernant l'habitat. La commune dispose de 3.74 ha dans son enveloppe urbaine, suffisant à son développement démographique. Environ 60% du développement sera réalisé sur les pôles de vie et en dent creuses (chef-lieu et La Pallud). L'objectif est de renforcer la trame urbaine existante. - En matière de développement économique : le projet vise à favoriser l'emploi par le développement de la ZAE. Compte tenu de la position stratégique de la zone d'activité au niveau de l'échangeur autoroutier, le PLU

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
	<p>envisage une extension pour les activités artisanales et commerciales (commerces de proximité) de l'ordre de 2,1 ha. Cette zone d'extension à vocation économique fera l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En matière d'équipements publics, la commune prévoit de redéfinir les espaces publics sur le secteur de Champagne et d'adapter si besoin les équipements situés au chef-lieu permettant ainsi de renforcer son rôle de centralité.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<p>Le projet n'envisage pas d'urbanisation en extension et à vocation d'habitat.</p> <p>Seule une extension de la zone d'activité localisée au niveau de l'échangeur autoroutier est envisagée dans sa partie nord avec une superficie de 2,1 ha.</p> <p>Le besoin foncier estimé pour répondre aux objectifs d'1.3% de croissance avec une moyenne de 20 logt/ha s'élève à environ 3.74 ha en densification.</p> <p>Parallèlement au travail sur le PADD, la commune a mené une étude de densification et de mutabilité du foncier. Il en ressort un potentiel foncier net de l'ordre de 3.74 ha permettant de répondre au développement démographique envisagé à l'horizon du PLU sans créer d'extension à vocation d'habitat.</p> <p>Pour l'activité économique le besoin en foncier est d'environ 2.1 ha.</p> <p>L'urbanisation de cette extension à vocation économique ne pourra se faire que sous respect des conditions énoncées dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.</p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/ reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>100 % du foncier nécessaire au projet de création de logement du PADD sont envisagés en densification.</p> <p>L'analyse de densification et de mutation des espaces urbanisés met en avant :</p> <p>Un gisement foncier brut de 7,81 ha auxquels ont été soustrait les tènements fonciers contraints :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour des raisons techniques (forme/ pente/ accès/ risques) - Par la surface des tènements inférieurs à 500m² - Par la dureté foncière ou tènement en division parcellaire contraint (inférieur à 1000 m²). <p>Le potentiel mutable appelé gisement net, est ainsi de 3.74 ha, il offre une opportunité de créer environ 56 logements en densification.</p>

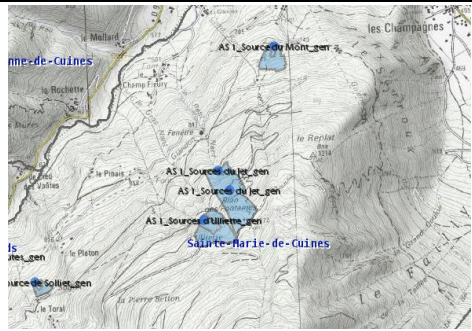
4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
	Parallèlement, la commune inscrira dans son règlement des règles facilitant la réhabilitation ou le changement de destinations des constructions existantes. Un travail fin d'identification des bâtis à réhabiliter a été réalisé simultanément à l'analyse de densification (une trentaine de logements possibles).
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>L'objectif principal a été de permettre que 100% du développement à vocation d'habitat se fasse en densification afin de limiter l'impact sur les terres naturelles et agricoles, de renforcer l'urbanisation là où sont concentrés la plupart des équipements, de limiter les déplacements et de limiter l'impact sur les paysages et sur l'identité rurale de Sainte Marie de Cuines.</p> <p>Concernant l'extension de la zone d'activité économique située au Nord de la commune, dans la continuité de l'échangeur autoroutier, 2,1 ha sont envisagés.</p> <p>Une réflexion de longue haleine a déjà été réalisée précédemment (2012), il s'agit donc de reprendre les grands principes de cette étude pour constituer une Orientation d'Aménagement et de Programmation cadrant l'urbanisation de cet espace.</p> <p>Des discussions ont été engagées avec la Chambre d'Agriculture, le SCOT Maurienne et les communes limitrophes afin de les associer à la réflexion.</p> <p>Concernant les terres agricoles, plusieurs études ont été réalisées par la chambre d'agriculture pour in fine pouvoir réduire et compenser les impacts du projet d'extension de la zone d'activité sur les surfaces agricole.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	La commune se situe à 1.2km du site Natura 2000 FR8201781 « Réseau de zones humides et alluviales des Hurtières » mais ne prévoit aucun impact négatif sur ce site, d'autant plus que le territoire communal est constitué de forêts ou espaces naturels inconstructibles.
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt</u>	X		La ZNIEFF de type 1 n° 73000017 « Plaine de l'Arc à Sainte

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
<u>écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I</u> ?X			<p>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</p> <p>Sainte Marie de Cuines » (surface : 16,67 hectares) La ZNIEFF de type 1 n° 73000030 « Coteaux de Sainte Thècle et forêt du Sapey » (surface : 21,16 hectares) La ZNIEFF de type 1 n° 73000035 « Station de tulipes et abords de l'ancienne tour de Sainte Marie de-Cuines » (surface : 128,30 hectares) La ZNIEFF de type 1 n° 73000037 « Adrets d'Hermillon à Montvernier » (surface : 0,82 hectares)</p> <p>Les ZNIEFF sont classées en A ou N au plan de zonage et une prescription spécifique s'applique sur ces zones au titre du L151-23 du CU.</p>
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope</u> ?		X	
Continuité écologique connue (<u>réseau écologique Rhône-Alpes...</u>) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (<u>SRCE</u>) approuvé ?	X		<p>Le SRCE identifie des réservoirs de biodiversité et des corridors, ces éléments ont été repris par le ScoT de manière générique.</p> <p>Des dispositions ayant pour objectif la préservation de ces corridors seront prises dans les dispositions générales du règlement écrit du PLU et mise en évidence sur le plan de zonage au titre du L151-23 du CU.</p> 

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		Sur la commune 2 zones humides sont recensées et identifiées comme étant des espaces d'intérêt écologique majeur : <ul style="list-style-type: none"> - La Ripisylve du Glandon - Le Pied des Voûtes  <p>Les ripisylve et zones humides sont classées en A ou N et bénéficient d'une prescription au plan de zonage au titre du L 151-23.</p>

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologique) ?	X		La commune de Sainte Marie de Cuines recèle 1 entité archéologique relevée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Il s'agit de : - Du clocher et de l'abside de l'Eglise (inscription depuis le 05/10/1949).
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	
<u>Site inscrit</u> ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		<p>Les captages et leurs périmètres associés :</p> <p>Jet 1 et 2 Le Mont Le Solliet Uliette 1, 2 et 3</p>  <p>Les captages et leurs périmètres seront inconstructibles au PLU et seront identifiés au plan de zonage.</p>
<u>Des 500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		X	
De captages repérés par un		X	

4.4. Ressource en eau			
SDAGE ?			
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	X		Oui les ressources en eau sont suffisantes si les besoins sont compris entre 80% et 90% de la ressource mobilisable. Des solutions d'amélioration doivent être étudiées
Y a-t-il risque de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		<p>Le schéma directeur d'assainissement intercommunal a été réalisé en 2007. Le PLU sera compatible avec ce schéma d'assainissement.</p> <p>La STEP réalisée permet de récupérer les effluents des principaux hameaux de la plaine : Chef-lieu, La Pallud, La Cour, Régis et Terraillet, ainsi que les effluents du centre de commande autoroutier et ceux de la zone d'activités.</p> <p>La STEP a volontairement été surdimensionnée (+ 250 EH que la charge actuelle) de façon à accueillir les eaux claires parasites du réseau, sachant que ce surdimensionnement permettra d'assurer après diminution des eaux parasites, un traitement suffisant lors de l'augmentation prévues de la population communale.</p> <p>Les projets d'urbanisation tiennent compte des capacités des réseaux d'assainissement.</p>

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances																																																																																		
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?																																																																															
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risques technologique : La société ARKEMA (production de solvant oxygéné), est un établissement Seveso 2 en seuil « AS », situé sur la commune de La Chambre (3.2km). La partie nord de Sainte Marie de Cuines est situé dans le Plan Particulier d'Intervention (PPI) identifié à risque toxique. Le PLU se conforme aux dispositions du PPI.																																																																															
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		Le PPRi de l'Arc (tronçon d'Aiton à Sainte Marie de Cuines) sur la commune a été prescrit en 2011 et approuvé en 2014. Des études ont été réalisées précisant les risques sur la commune mais aucun document à ce jour n'est en cour d'élaboration.																																																																															
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	X		Les voies de communication routières et autoroutières constituent des nuisances sonores et font l'objet d'un arrêté préfectoral : L'A43 et la RD 1006 La voie SNCF n° 900																																																																															
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		L'arrêté préfectoral du 25 juin 1999 complété par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 a établi le classement des axes bruyants selon 5 catégories. Ce classement impose une bande de part et d'autre des infrastructures concernées dans lesquelles les constructions seront soumises à des prescriptions d'isolement acoustique. La RD 1006 et l'autoroute A43 font l'objet d'un classement sonore par le département de la Savoie : une bande de 75 m pour la RD 1006 et de 100 mètre pour l'A 43.																																																																															
<table><tr><th colspan="3">COMMUNE</th><th colspan="3">DELIMITATION DES TRONCONS ROUTIERS BRUYANTS</th><th colspan="2">Classement</th></tr><tr><th>Infra</th><th>Num</th><th>Nom du tronçon</th><th>Débutant</th><th>Finissant</th><th></th><th>Cat</th><th>Largeur</th></tr><tr><td colspan="8">STE-MARIE-DE-CUINES</td></tr><tr><td rowspan="3">1 - AC</td><td>43</td><td>A 43 - Ste Marie C. - 1</td><td>Limite St Etienne Cuines</td><td>Limite St Avre</td><td>2</td><td>250</td><td>J O</td></tr><tr><td>43</td><td>A 43 - Ste Marie C. - 2</td><td>St Avre</td><td>Pontamafrey</td><td>2</td><td>250</td><td>J O</td></tr><tr><td>43</td><td>A 43 - Ste Marie C. - 3</td><td>Tranchée couverte</td><td>St Avre</td><td>2</td><td>250</td><td>J O</td></tr><tr><td rowspan="2">3 - RN</td><td>6</td><td>RN 6-Ste Marie Cuines-1</td><td>limite St Avre (PR101+700)</td><td>début 60km/h (PR102+850)</td><td>3</td><td>100</td><td>J O</td></tr><tr><td>6</td><td>RN 6-Ste Marie Cuines-2</td><td>début 60km/h (PR102+850)</td><td>limitePontamafrey (PR103+200)</td><td>3</td><td>100</td><td>J O</td></tr><tr><td rowspan="2">7 - SNCF</td><td>900</td><td>900-Ste Marie-1</td><td>201300</td><td>201762</td><td>1 (*)</td><td>300</td><td>J+N O</td></tr><tr><td>900</td><td>900-Ste Marie-2</td><td>200450</td><td>201300</td><td>1 (*)</td><td>300</td><td>J+N O</td></tr></table>							COMMUNE			DELIMITATION DES TRONCONS ROUTIERS BRUYANTS			Classement		Infra	Num	Nom du tronçon	Débutant	Finissant		Cat	Largeur	STE-MARIE-DE-CUINES								1 - AC	43	A 43 - Ste Marie C. - 1	Limite St Etienne Cuines	Limite St Avre	2	250	J O	43	A 43 - Ste Marie C. - 2	St Avre	Pontamafrey	2	250	J O	43	A 43 - Ste Marie C. - 3	Tranchée couverte	St Avre	2	250	J O	3 - RN	6	RN 6-Ste Marie Cuines-1	limite St Avre (PR101+700)	début 60km/h (PR102+850)	3	100	J O	6	RN 6-Ste Marie Cuines-2	début 60km/h (PR102+850)	limitePontamafrey (PR103+200)	3	100	J O	7 - SNCF	900	900-Ste Marie-1	201300	201762	1 (*)	300	J+N O	900	900-Ste Marie-2	200450	201300	1 (*)	300	J+N O
COMMUNE			DELIMITATION DES TRONCONS ROUTIERS BRUYANTS			Classement																																																																												
Infra	Num	Nom du tronçon	Débutant	Finissant		Cat	Largeur																																																																											
STE-MARIE-DE-CUINES																																																																																		
1 - AC	43	A 43 - Ste Marie C. - 1	Limite St Etienne Cuines	Limite St Avre	2	250	J O																																																																											
	43	A 43 - Ste Marie C. - 2	St Avre	Pontamafrey	2	250	J O																																																																											
	43	A 43 - Ste Marie C. - 3	Tranchée couverte	St Avre	2	250	J O																																																																											
3 - RN	6	RN 6-Ste Marie Cuines-1	limite St Avre (PR101+700)	début 60km/h (PR102+850)	3	100	J O																																																																											
	6	RN 6-Ste Marie Cuines-2	début 60km/h (PR102+850)	limitePontamafrey (PR103+200)	3	100	J O																																																																											
7 - SNCF	900	900-Ste Marie-1	201300	201762	1 (*)	300	J+N O																																																																											
	900	900-Ste Marie-2	200450	201300	1 (*)	300	J+N O																																																																											

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

--

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur.	RNU
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration.	En cours
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure.	X